



©Le Ver à Soie, Virginie Symaniec éditrice
ISBN : 979-10-92364-20-0

Sorin Dumitrescu

Irrévocable!

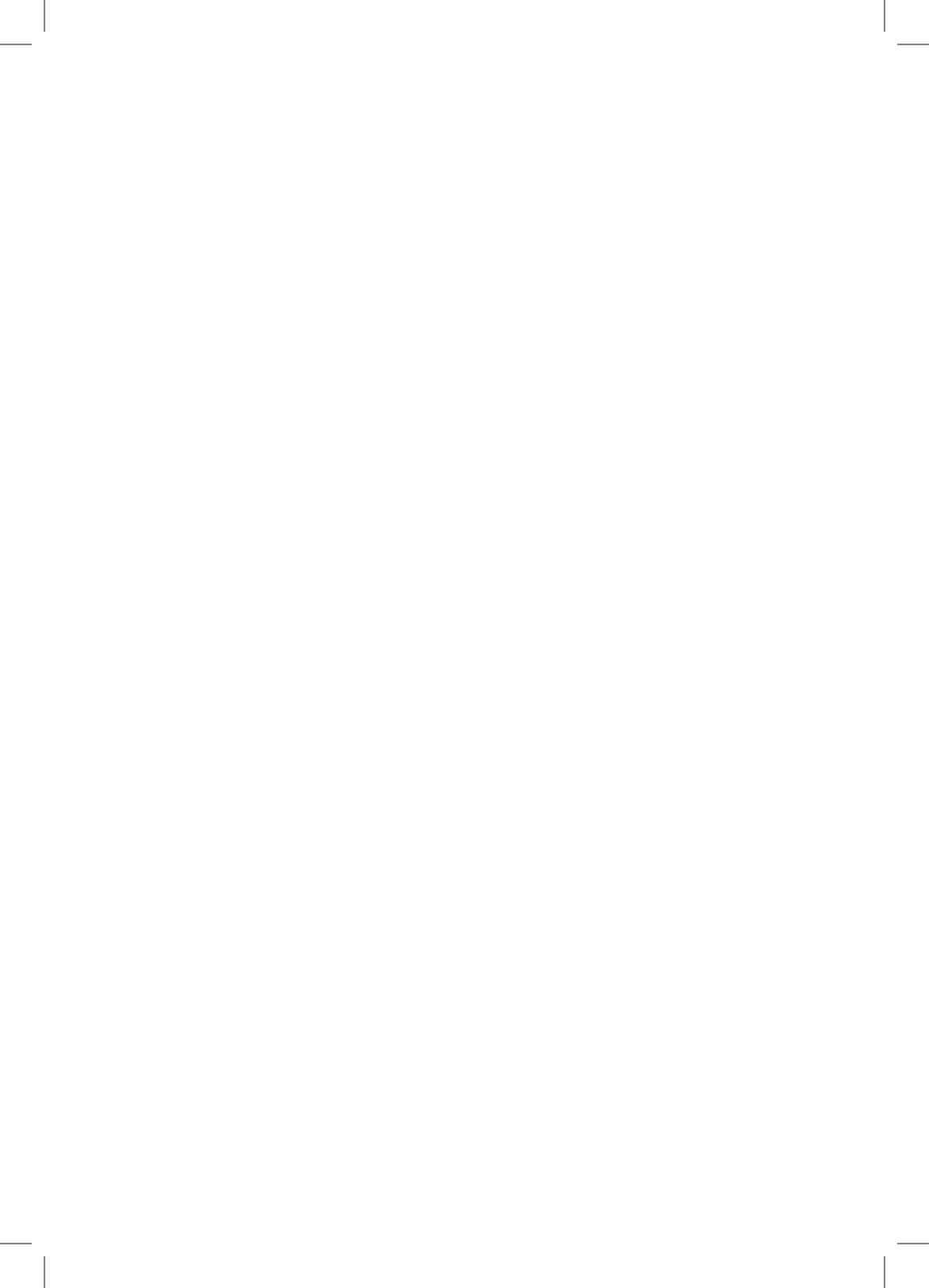
Comment j'ai vaincu le dictateur Ceaușescu

Le Ver à Soie

Virginie Symaniec éditrice



Irrévocable!



Avant propos

Mon livre traite d'un cas, devenu classique, de violation flagrante des engagements internationaux pris par des États membres de l'UNESCO, en l'occurrence la Roumanie, envers une organisation du système des Nations Unies. La complexité de ce cas découle du fait que Nicolae Ceaușescu, un des plus arbitraires dictateurs des régimes du bloc communiste, en a fait une affaire personnelle. Pour venir à bout de son entêtement ubuesque, il nous a autant fallu construire une stratégie solide et déployer avec courage et ténacité beaucoup d'efforts, qu'une action résolue et le soutien sans faille du Directeur général de l'UNESCO.

Je dédie ce livre à Amadou Mahtar M'Bow et à Federico Mayor, anciens Directeurs généraux de l'UNESCO, qui m'ont honoré de leur confiance et m'ont soutenu dans des circonstances difficiles. Le premier a défendu mes droits de fonctionnaire international et a sauvé ma vie d'homme libre et – très probablement –, ma vie tout court. C'est grâce au second que cette vie libre se déroule actuellement paisiblement en France.

J'exprime aussi ma gratitude envers mon épouse Zita et ma fille Anca qui ont combattu à mes côtés, partagé mes joies et mes souffrances, et qui ont uni leurs souvenirs aux miens afin que cette histoire soit complète et aussi fidèle que possible à la réalité. Je tiens à rendre hommage de nouveau à tous ceux qui nous ont soutenus selon leurs possibilités dans cette terrible épreuve, avant tout mon frère Dan Dumitrescu, ma cousine Anca Todea, mes collègues Thomas Keller, Ferdinand Rath, Jacques Rigaud et Audun Øfiord, ainsi que Monsieur Jean Mauriac de l'Agence France Presse.

J'adresse mes chaleureux remerciements au Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (CNSAS), et particulièrement

à Madame Ana Badea, qui m'a facilité l'accès à mes dossiers (plus de 2000 pages), me permettant ainsi de mieux comprendre ce qui m'était arrivé depuis juin 1976, y compris le rôle joué par les différentes personnes impliquées dans cette affaire.

Je remercie aussi les éminents juristes qui se sont intéressés à mon affaire. Le professeur Alain Pellet a publié en 1981 un article qui constitue une excellente analyse de mon cas. En 1988, il m'a conseillé sur les démarches à suivre pour obtenir la nationalité que les autorités françaises m'avaient d'abord refusée. Le Professeur David Ruzié m'a aidé à déchiffrer certains aspects juridiques. Maître Laurent Simonel, à l'époque encore étudiant, a rédigé un mémoire sur «l'affaire Dumitrescu».

Je remercie tout particulièrement mon cher ami Germán Solinís de m'avoir incité à écrire ce livre et de m'avoir soutenu dans sa conception, ainsi que Madame Chantal Fouquet-Cauchois pour son aide amicale dans la relecture et la restructuration du texte.

Préface par M. Federico Mayor

*Tous les défis se trouvent au-delà
de la capacité créatrice de l'homme*
J. F. Kennedy, Juin 1963

L'avenir est à faire et nous devons l'inventer. Pendant des siècles, de nombreuses souffrances ont été considérées comme inexorables. Aujourd'hui, la science nous a permis de nous rapprocher de la réalité avec une compréhension approfondie qui permet des transformations significatives. La connaissance partielle ou superficielle conduit, dans le meilleur des cas, à des améliorations limitées et épidermiques.

Aujourd'hui, nous avons devant nous, lecteur, les deux principaux piliers du travail de Sorin Dumitrescu : la rigueur scientifique, indépendante de toute géométrie politique ou croyance quelconque, et l'immensité de l'exploration, qui permet d'assurer un diagnostic précis et un traitement en un temps opportun.

Sorin Dumitrescu, l'homme, le scientifique, le fonctionnaire international exemplaire, représente une trajectoire de vie qui doit être expliquée et diffusée, afin qu'elle serve de boussole et de stimulant à tous.

Mon prédécesseur, le grand Directeur général Amadou Mahtar M'Bow, a déployé avec fermeté, imagination et grandeur d'âme, l'immense pouvoir que lui conférait la réputation de son propre parcours humain, pour « sauver » Dumitrescu des griffes sinistres d'un système fondé sur l'obéissance et le silence. Grâce à lui, l'Organisation a pu bénéficier pendant de nombreuses années de services d'une singulière qualité dans le domaine de la science.

« *Il ne faut jamais abandonner la lutte pour obtenir justice, même si cette lutte semble parfois inégale et sans espoir* ». Oui, il avait tout à fait raison, le Directeur général M'Bow. « *Le suprême devoir – a écrit le grand poète Pedro Salinas –, est de continuer.* » Et c'est ce devoir que, avec un effort personnel et une infinie persévérance face au brouillard épais, face à des horizons très sombres, Sorin Dumitrescu accomplit avec courage et lucidité. Et c'est ainsi qu'un jour « *les protagonistes de l'irrévocable furent eux-mêmes révoqués* ».

Lorsque nous avons l'occasion de contempler tranquillement les lieux et les chemins sur lesquels dialoguent des moments particulièrement significatifs de notre vie, nous devons le faire avec fidélité, afin d'éclairer celui qui, traversant un passage escarpé ou une corniche, a besoin d'urgence qu'on lui tende la main.

« *Libre et responsable* », Dumitrescu est tel que le premier article de l'Acte constitutif de l'UNESCO décrit brillamment les intellectuels. Il s'est impliqué à fond dans le programme hydrologique de l'Organisation, continuant à ignorer les exigences de la Securitate de son pays ... jusqu'à ce qu'il soit retenu, avec sa femme et sa fille, à la frontière entre la Roumanie et la Bulgarie et qu'il soit obligé d'interrompre ses relations avec l'UNESCO. C'était une décision du dictateur Ceaușescu.

Le Conseil exécutif de l'UNESCO, lors de sa session d'octobre 1976, se solidarise sans faille avec l'action du Directeur général M'Bow et force les représentants de la Roumanie au dialogue. Les premières tentatives ayant échoué, le Directeur général se rend en personne en Roumanie et rencontre aussi bien Nicolae Ceaușescu que Sorin Dumitrescu.

Thomas Keller, Luís Marqués, Jacques Rigaud ... tous faisaient partie de la stratégie établie par le Directeur général, soutenu par le Conseil exécutif, pour obtenir la libération du scientifique roumain « séquestré » par les autorités de son pays. Une délégation de haut niveau du Conseil exécutif se déplace à Bucarest, et constate le blocage total de ceux qui retiennent le fonctionnaire international, décidant ainsi de porter l'affaire devant la Cour internationale de justice de La Haye.

Il est accusé de « haute trahison » pour avoir transmis des « renseignements à des organisations étrangères », mais les pressions externes s'intensifient, et le dictateur comprend enfin que le citoyen Sorin Dumitrescu, en tant que fonctionnaire du système des Nations Unies, possède un statut particulier dépendant de l'autorité du Directeur général de l'UNESCO. Il se désolidarise de ceux qui n'ont pas su mener à bien l'affaire et, en mai 1978, les terribles péripéties qui avaient commencé en Juin 1976 se terminent favorablement !

Par la suite, dans le nouveau contexte, bien plus agréable, de sa mission scientifique à l'UNESCO, ceux qui ont contribué à sa libération vont œuvrer à la reconnaissance de Sorin et de sa famille en tant que citoyens français.

Quelques années plus tard, Ceașescu tombe et l'Union soviétique s'effondre par la magie de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev.

Depuis lors, en tant que fonctionnaire actif ou retraité, Sorin Dumitrescu – avec sa fille Ana, qui fut aussi une excellente fonctionnaire de l'Organisation –, a continué à travailler pour les valeurs et les « principes démocratiques » définis par l'Acte constitutif de l'UNESCO. Principes qui doivent être d'urgence remis au centre de notre comportement quotidien, à la place des valeurs mercantiles que prônent – avec une ambition hégémonique sans limites –, les « mondialistes néolibéraux ».

Dans cet ouvrage, on trouve non seulement des raisons à reconnaître sincèrement le travail du passé en faveur de l'égalité de dignité de tous les êtres humains par ceux qui agissent inspirés par la Charte des Nations Unies et par l'Acte constitutif de l'UNESCO, mais aussi de tirer des leçons d'audace, de courage, de clairvoyance et d'intrépidité, afin de pouvoir maintenant « inventer un avenir » basé sur des valeurs intemporelles.

Nous devons apprendre du passé, de l'expérience de ceux qui, comme Sorin Dumitrescu, homme fidèle à lui-même, fournissent des lignes de conduite qui peuvent tous nous aider à envisager l'autre monde possible auquel nous rêvons.

Federico Mayor



1. Qui suis-je? Repères biographiques

Avant tout, sois fidèle à toi-même!
Shakespeare

Ma famille

Je suis né en 1928 dans le village de Mislea¹, situé à environ 80 kilomètres au nord de Bucarest, au cœur d'une zone d'extraction pétrolière. Mon père, Florian Dumitrescu, ingénieur des Mines, y travaillait en tant que représentant du gouvernement. Il était chargé de faire respecter diverses règles d'exploitation destinées à protéger les ressources dont profitaient les compagnies pétrolières américaines, britanniques ou hollandaises.

Mon père était issu d'une famille pauvre. Mon grand-père était instituteur dans un village situé à une vingtaine de kilomètres de la ville de Brăila: un port autrefois important sur le Danube. Florian, mon père, faisait partie d'une fratrie de sept enfants dont deux filles. Sa mère était décédée en couches tandis qu'il n'avait que cinq ans. C'était un homme d'un courage et d'une volonté inflexible. Il fut le premier de la fratrie à se rendre à Brăila pour suivre les cours du lycée, avant de devenir étudiant à l'École Polytechnique de Bucarest. Dès l'âge de 12 ans, il avait subvenu tout seul à ses besoins en donnant des cours particuliers (il était très fort en mathématiques), à ses propres collègues, puis en travaillant dans une école de filles de la capitale.

¹ Commune de Scorțeni, département de Prahova.

À Mislea, il fut contacté par les représentants d'une compagnie étrangère qui voulut l'embaucher pour un salaire trois fois supérieur à celui qu'il recevait de l'État roumain. Mon père refusa, car il considérait qu'il était venu avec une mission qu'il n'entendait pas trahir. En 1930, il fut transféré à l'Administration centrale du ministère de l'Industrie, où il devint Directeur des Mines. Mon père fut pour moi, comme pour mon frère, un modèle de droiture et de dignité humaine.

Politiquement, mon père fut toujours un démocrate, résolument opposé aux excès nationalistes des mouvements d'extrême droite (en particulier le mouvement « légionnaire »). Dans les années 1920, tandis qu'il était encore étudiant à l'École Polytechnique, les extrémistes de droite organisèrent des descentes contre les étudiants Juifs. Lors d'un incident, il s'interposa pour prendre la défense de ses collègues d'ascendance juive. Mon père avait un « cousin² », Constantin Dănulescu, qui était un des *leaders* d'un parti d'extrême droite (le Parti « cuzist » ou pro Cuza). Celui-ci, rencontrant mon père quelques jours après l'incident, lui dit : « *Qu'est-ce que j'entends Florică³ ? T'es totalement sous l'influence des youpins ?* » Une trentaine d'années plus tard (vers 1948), mon père hébergea Constantin Dănulescu chez nous, à la maison, tandis qu'il était recherché par la police du régime communiste, et ceci malgré le très grand danger que cela représentait pour nous tous.

Dans ma famille paternelle, une certaine passion pour les études s'est toujours transmise avec constance de génération en génération. Mon arrière-grand-père, Dumitru Pielelungă, était un simple paysan illettré, dont les deux fils (mon grand-père et son frère), sont devenus instituteurs. Je trouve remarquable, et je suis très fier du talent et de la volonté extraordinaires de mon père qui a réussi à dépasser largement les limites de son milieu et à devenir un haut-fonctionnaire d'État.

Les deux grands-pères de ma mère, Elvira (née Zamfirescu), eurent également un destin hors du commun. Son grand-père maternel, Nedelcu Chercea, était d'origine modeste (issu d'une population sous-urbaine de Brăila). Après avoir suivi les cours de l'école primaire pendant quatre années et avoir été apprenti, son intelligence et sa grande foi en Dieu lui permirent de devenir un riche industriel. Profondément croyant, il dépensa d'énormes sommes d'argent pour construire et embellir des églises en Roumanie et

² En réalité, celui-ci était un neveu de la belle-mère de mon père.

³ C'est un diminutif de Florian.

pour faire des donations ailleurs (Jérusalem, Mont Athos). Fait assez surprenant, il offrit une maison à la communauté juive de Brăila pour lui servir de synagogue en demandant, en contrepartie, que lui et son épouse soient mentionnés dans les prières. Vers la fin de sa vie, il se retira au monastère de Vladimirești, qu'il avait également fait construire. Il est enterré près de sa femme dans l'église du quartier de Brăila qui porte actuellement son nom, et où il est encore vénéré pour les dons qu'il a faits, mais aussi pour l'école et le dispensaire qu'il a fait bâtir pour les familles des ouvriers qui travaillaient dans son usine.

L'autre grand-père de ma mère, Ianni Zafir, issu d'une famille chrétienne albanaise du village de Patiška (près de Skopje), avait fui les persécutions des autorités ottomanes et, après un long périple, s'était réfugié dans la ville très cosmopolite de Constanța, au bord de la Mer Noire. Il y fut rejoint quelques années plus tard par son épouse, qui était Serbe, et par ses deux fils. Ianni adapta alors son nom à la langue de sa nouvelle patrie et, de Zafir, il devint Zamfirescu. Recueilli par la communauté albanaise de Constanța, il apprit le métier de boulanger. Dès qu'il le put, il se mit à son compte. Il fabriquait une sorte de bretzel qu'il vendait lui-même comme vendeur ambulancier. En travaillant avec sérieux et acharnement, petit à petit, il fit fortune. Mon grand-père et son frère étaient très fiers de leur origine albanaise, mais parlaient toutes les langues balkaniques⁴ (albanais, bulgare, serbe, grec, turc, etc.), le russe et le français. Mon frère et moi étions admiratifs de la capacité de notre grand-père à passer du grec au turc et du serbe à l'albanais...

J'aimais beaucoup ma grand-mère, Stana Zamfirescu (née Chercea), avec laquelle nous jouions à toutes sortes de jeux (jeux de cartes, trictrac, etc.), et allions souvent voir des films de Laurel et Hardy. Ma grand-mère était très croyante et respectueuse de toutes les règles de vie imposées par la religion. Mon frère et moi – sans partager sa philosophie de vie –, l'aimions beaucoup et cet amour était totalement partagé.

Ma mère eut trois frères et une sœur morte en bas-âge. L'aîné de ses frères (d'un an son cadet), Zamfir (Bobby), le plus proche de ma mère, était un passionné de médecine. C'était un homme très chaleureux, mais il avait hérité des Chercea un tempérament retenu. Après des études brillantes à Bucarest, il suivit une spécialisation

⁴ Dans la ville de Constanța, il y avait des communautés représentatives de tous les peuples balkaniques.

à Paris et devint un excellent chirurgien. Son deuxième frère, passionné de littérature et de philosophie, fit également des études à Paris. Peu de temps avant la date prévue pour son retour au pays, il eut un accident stupide, à la suite duquel il mourut d'une maladie infectieuse rare et incurable à l'époque.

Enfin, le benjamin – Ion, que nous appelions Oane –, avait à peine neuf ans de plus que mon frère. Il devint lui-aussi médecin et un éminent spécialiste des maladies infectieuses. Son « dossier », comme on disait à l'époque communiste, n'était pas bon (mauvaise origine sociale), et sa carrière en fut bloquée, mais sa réputation tant à la Faculté de médecine qu'à l'Hôpital de Colentina fit de lui une véritable personnalité dans son domaine. Oane et moi étions très proches. Quand j'étais petit, il était mon idole. J'ai continué à l'admirer jusqu'à la fin de sa vie. Non seulement parce qu'il était un médecin hors pair, mais aussi pour ses valeurs humaines et ses principes moraux. Je l'aimais autant que j'aimais mes parents et mon frère. Ses deux filles, Anca et Stanca, un peu plus âgées que ma propre fille, ont toujours été très proches de nous. Les circonstances ont fait que l'aînée, Anca, a partagé nos soucis pendant toute la période décrite dans ce livre et nous a aidés au risque d'hypothéquer sa liberté.

J'ai toujours aimé passionnément mon frère, Dan, mon aîné de trois ans. Meilleur spécialiste roumain dans le domaine du béton armé, il fit une brillante carrière d'ingénieur en génie civil. Il fut directeur d'un institut de recherches en génie civil, professeur et doyen de faculté. Son collègue, le Professeur Iorgu Necula a dit de lui : *« Le nom du professeur Dan Dumitrescu, ancien chef de la chaire de béton armé de l'Université Technique de Constructions de Bucarest, est lié à de nombreuses réalisations de valeur comme le développement de l'enseignement supérieur dans le domaine du béton armé, la formation de nombreuses générations d'ingénieurs en génie civil, l'instruction et l'encadrement de dizaines de doctorants dans le domaine du béton armé, ou la direction de l'INCERC en tant que Directeur général, la représentation du pays dans des réunions scientifiques internationales, l'élaboration et la publication de nombreuses études scientifiques, manuels universitaires, ainsi que normes techniques. Pour avoir servi avec dévouement les idéaux de l'enseignement technique supérieur, l'image du professeur Dan Dumitrescu restera indélébile pour ceux qui l'ont connu et apprécié. Malheureusement, la vie ne récompense pas toujours les gens exceptionnels selon leurs mérites et leurs qualités. »*

Mon frère était connu au plan international et fut président ou secrétaire général de plusieurs ONG dans le domaine du béton pré-comprimé et des essais de matériaux. À partir de 1976, lorsque débuta mon « affaire », il fut contraint d'interrompre ses activités internationales, car les autorités roumaines ne lui accordaient plus de « visa de sortie ». Pendant les épreuves que j'ai subies entre 1976 et 1978, il fut en permanence à mes côtés et, durant mon service militaire, lorsque j'étais absent de Bucarest, il fut le principal soutien de ma femme et de ma fille. Il eut deux fils, Ion (qu'on appelle Onuț dans la famille), et Sorin, tous deux ingénieurs en génie civil. Onuț a toujours été très proche de nous et, plus particulièrement de ma fille, qui est d'un an seulement son aînée. Mon frère nous a malheureusement quittés beaucoup trop tôt.

Mon épouse

En décembre 1949, j'ai épousé Zita⁵ Jäger, une collègue de promotion de la faculté de chimie industrielle de l'École Polytechnique. Son père, son oncle et son grand-père maternels avaient tous été avocats. Quand nous nous sommes mariés, nous étions encore étudiants et nous avons décidé de prendre un travail de nuit pour subvenir à nos besoins, bien que nos parents fussent prêts à continuer à nous entretenir. Après la fin de nos études, ma femme travailla surtout comme chercheur, successivement, dans le cadre de l'Institut de recherches chimio-pharmaceutiques (ICCF) et de l'Institut de recherches chimiques (ICECHIM). Elle travailla aussi comme enseignante à la chaire de chimie de l'Institut des sciences économiques et de la planification (ISEP)⁶. Elle est co-auteur d'un traité de chimie colloïdale et de divers articles dans le domaine de la recherche en chimie. À la fin de 1969, elle dut interrompre ses activités professionnelles pour m'accompagner à Paris, où elle n'avait pas le droit de travailler⁷. Grâce à elle, j'ai vécu pendant plus de soixante-cinq ans, une vie heureuse.

En mars 1952, ma femme accoucha d'une fille, Ana (que nous avons toujours appelée Anca, d'un prénom qui a une valeur

⁵ Le prénom de ma femme est totalement inhabituel en Roumanie. Zita, prénom d'origine italienne, était celui de la dernière impératrice de l'Empire austro-hongrois (Zita de Bourbon-Parme).

⁶ Aujourd'hui, l'Académie des sciences économiques (ASE).

⁷ Ayant le statut d'assimilé à un membre du corps diplomatique.

diminutive par rapport à son nom réel). Anca a suivi les cours de l'École du Louvre et obtenu le Diplôme de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Elle a également soutenu une thèse de doctorat en histoire de l'art à l'Université de Paris I. De 1991 à 2014, elle a travaillé à l'UNESCO comme spécialiste de programme au Secteur de la Culture. Avec Zita et Anca, nous avons partagé tous les instants de bonheur. Durant les épreuves terribles que je raconte dans ce livre, nous nous sommes également toujours soutenus.

Parcours professionnel

J'ai fait mes études à l'école primaire et au lycée à Bucarest. Dès mon enfance, j'ai été passionné de mathématiques. Encouragé par mon père, je collaborais à des revues de mathématiques ; j'ai participé et j'ai été lauréat de nombreux concours nationaux organisés par la revue la plus renommée dans le domaine, la *Gazeta Matematică*. Mais, durant ma cinquième année au lycée (équivalente à la troisième dans le système français), j'avais assimilé tout le programme de mathématiques du lycée et j'ai commencé à m'intéresser à la littérature, au théâtre et à la musique. Étant donné mon niveau scolaire, j'ai obtenu l'accord du ministère de l'Éducation nationale pour passer directement en terminale et, j'ai ainsi passé le bac un an plus tôt que mes anciens collègues, en 1946. Tout de suite après, je me suis présenté au concours d'entrée de l'École polytechnique, où j'ai été reçu premier sur environ 1500 candidats. En 1950, j'ai terminé la faculté de génie civil (devenue entretemps Institut de génie civil), avec une spécialisation en hydraulique.

La même année, j'ai commencé à travailler comme ingénieur à la Direction des eaux qui relevait de l'ancien ministère des Travaux publics, devenu ministère des Constructions. J'y avais été affecté d'office conformément aux demandes provenant de diverses institutions. La Direction des eaux était une administration poussiéreuse chargée de la surveillance des ressources et de l'émission des autorisations d'utilisation des eaux.

Je devais travailler au service hydrologique qui s'occupait de l'inventaire des données concernant les rivières (niveaux, débits, etc.), sur la base des observations et mesures provenant du territoire. Malheureusement, les observations concernaient presque exclusivement les niveaux et il n'y avait aucun contrôle sur leur fiabilité. Il n'y avait aucune étude de synthèse sur le régime des eaux

et les méthodes de prévision étaient rudimentaires. À l'époque, de grands travaux d'aménagement hydrauliques (construction de grands barrages, etc.), avaient commencé et je rêvais d'y participer. Je suis donc allé voir le ministre (Leontin Sălăjan), pour lui dire que je perdais mon temps à la Direction des eaux et pour lui demander d'approuver mon transfert dans une autre institution plus apte à utiliser mes connaissances. Le ministre s'est révélé sage : il m'expliqua qu'il avait demandé des jeunes diplômés justement pour revigorer les activités du service et il m'assura que, en cas de réussite, je commencerai à aimer des activités que je considérais pour le moment sans intérêt. Il me confirma que j'avais les mains libres pour toute innovation destinée à rendre nos activités plus conformes aux intérêts de l'économie nationale.

Je suivis ses indications et j'appris sur le tas le métier d'hydrologue : une spécialité très peu reconnue à l'époque. Avec l'aide d'autres collègues de ma génération, et bénéficiant des conseils d'un expert de l'Institut hydrologique de Leningrad, je vis passer entre mes mains la modernisation du réseau d'observations et de mesures, ainsi que l'élaboration des premières études de synthèse sur le régime hydrologique des rivières de Roumanie. En 1952, dans le cadre de la nouvelle Direction générale de météorologie, hydrologie et gestion des eaux (DGH), je fus nommé (à seulement 24 ans), Directeur du secteur hydrologique. Deux ans plus tard, en 1954, je fus nommé Directeur général de la DGH. Cette ascension fulgurante, due principalement au manque de spécialistes, fut stoppée en 1955, lorsque je fus démis de mes fonctions de Directeur général, suite à un conflit avec le Ministre de tutelle. Ce fut une période de travail acharnée, mais aussi de grandes satisfactions personnelles, montrant que le Ministre que j'ai cité plus haut avait eu raison.

À partir de 1955, je servis d'autres fonctions avant de devenir, en 1959, directeur de l'Institut de recherches hydrauliques (ISCH), poste que j'ai occupé pendant dix ans. En 1953, je fis un stage de spécialisation à l'Institut hydrologique de Leningrad (GGI) et je soutenais mon doctorat en hydrologie en 1969.

Après avoir été impliqué dans des activités de coopérations internationales dans le domaine des eaux, je fus nommé directeur de l'Office d'hydrologie de l'UNESCO, puis promu Sous-Directeur général adjoint en 1985 et Sous-Directeur général en 1988.

Je fus le premier fonctionnaire de nationalité roumaine, dans l'ensemble du système des Nations Unies, à détenir un poste de

ce niveau. Neuf ans plus tard, en 1997, un autre Roumain, Liviu Bota, fonctionnaire de l'ONU, obtint un grade équivalent (Sous-Secrétaire général). En 1988, l'Association internationale des sciences hydrologiques me décerna le Prix international d'Hydrologie.

Je pris ma retraite de l'UNESCO le 1^{er} février 1990, tout en acceptant de m'occuper à titre bénévole de la coordination du plan d'assistance à la Roumanie que j'avais initié suivant les instructions du Directeur général, Federico Mayor, en janvier de la même année, tout de suite après la chute de Ceaușescu⁸.

Le Parti communiste

Après mon entrée à l'École Polytechnique comme chef de promotion⁹, je fus « assailli » par des collègues plus âgés qui me proposaient d'adhérer au Parti communiste roumain (PCR), dont mon frère était déjà membre. Ma qualité de chef de promotion me conférait en effet certains droits comme, par exemple, celui de participer aux réunions du Sénat de l'École¹⁰, ce qui était une chose importante pour le Parti. Après quelques hésitations (car je voulais pouvoir me concentrer sur mes études), j'acceptai. J'ai donc adhéré au PCR en 1946, à l'âge de 18 ans, et je ne m'imaginai pas alors que, une trentaine d'années plus tard, j'allais être exclu du Parti « pour manque de patriotisme¹¹ ». Dans les années 1940, la plupart des étudiants membres du PCR provenaient de familles d'origine juive, qui avaient souffert des persécutions sous le régime nazi. Mais afin « d'améliorer » la composition ethnique du Parti, les instances dirigeantes du PCR favorisaient la promotion de membres d'origine roumaine qu'elles considéraient de « sang pur » (attitude peu conforme avec les théories communistes!). Je suis vite devenu Secrétaire général de l'Association des étudiants ingénieurs (ASI), rattachée ultérieurement à l'Union nationale des étudiants de Roumanie (UNSR). Par la suite, j'obtins d'autres responsabilités dans le monde associatif des étudiants.

⁸ Cf. *infra*.

⁹ C'est-à-dire que, parmi l'ensemble des candidats qui se sont présentés en 1946 au concours d'entrée à l'École Polytechnique, j'ai eu la moyenne la plus haute. Ceci m'a donné une certaine « célébrité ».

¹⁰ Le Sénat de l'École Polytechnique était une sorte de Conseil d'administration formé du recteur, de certains professeurs et des représentants des étudiants.

¹¹ Cf. *infra*.

Considérant que le Parti communiste était la seule force politique capable d'éliminer les inégalités sociales qu'il avait bien connues et d'assurer le progrès économique du pays, mon père adhéra au PCR en 1945. Mon frère et moi avons suivi son choix, mais mon père fut le premier à déchanter en constatant les dérives totalitaires du nouveau régime.

Mon père fut exclu du Parti communiste (devenu parti unique) en 1959 dans des circonstances pouvant paraître invraisemblables à ceux qui n'ont pas connu ce régime. En effet, le Gouvernement avait promulgué, en 1959, une nouvelle loi sur la propriété admettant le droit à une résidence secondaire. Depuis l'instauration du régime communiste, une famille ne pouvait plus posséder qu'un seul logement (appartement ou maison), le reste devant être nationalisé. Ainsi, ma mère avait possédé une petite maison de vacances dans un village (Mamaia-sat¹²) situé au bord de la Mer Noire. Cette maison était un cadeau de mariage de mon grand-père, qui possédait un moulin dans ce village. Mais, comme mes parents étaient propriétaires de l'appartement que nous habitons à Bucarest, la maison de Mamaia avait été nationalisée en 1948. Sur la base de la nouvelle loi de 1959, mon père fit donc les formalités nécessaires pour récupérer cette maison qui avait fait la joie de mes vacances quand j'étais petit.

Or, à l'époque, mon père dirigeait une entreprise de forage et d'exploitation minière appartenant au ministère de la Chimie. Quelqu'un de son entourage, qui avait eu vent de sa démarche (démarche parfaitement légale), l'avait pourtant dénoncé à l'organe territorial du PCR. Une Secrétaire du Comité local du Parti (c'est-à-dire de l'arrondissement), la « camarade Cârcei » s'était saisie du cas, heureuse d'avoir découvert un « capitaliste » masqué. Sans mettre mon père au courant de quoi que ce soit, une réunion de l'organisation « de base » (de l'entreprise) fut convoquée, où il fut accusé de « tendance à l'enrichissement » et exclu du Parti. Inutile de commenter l'absurdité de l'accusation. La contestation faite par mon père ne donna aucun résultat. Il fut démis de sa fonction de directeur et envoyé au fin fond de la Transylvanie du Nord, à Ocna Dej, pour diriger une exploitation de salines. Un an plus tard, il fut obligé de prendre sa retraite et put ainsi revenir à Bucarest. Cet épisode représentatif du pouvoir que pouvait avoir

¹² Aujourd'hui rattaché à la ville de Năvodari, au nord de la station balnéaire de Mamaia.

une « activiste » du Parti, de l'arbitraire et du non-respect de la Loi par les autorités, a beaucoup affecté mon père et gâché la fin de sa carrière professionnelle.

Cet épisode aurait pu avoir des conséquences directes très graves pour moi. En effet, la vaillante « camarade Cârcei », très satisfaite d'avoir obtenu l'exclusion de mon père du Parti, déclara : « *Je vais maintenant m'occuper de ses fils !* ». Et effectivement, elle envoya une note à l'organisation de l'arrondissement où travaillait mon frère. Or mon frère était bien connu et apprécié dans les instances du Parti en tant que directeur d'un Institut de recherches (INCERC) et professeur des universités. Dans ces conditions, la « dénonciation » organisée par la camarade Cârcei n'eut aucun effet sur la situation de mon frère.

En revanche, l'Institut que je dirigeais était situé dans le même arrondissement que l'entreprise où travaillait mon père. La « camarade Cârcei » se fit donc un plaisir de me poursuivre en tant que fils d'un « *élément étranger à l'esprit du Parti* » et d'essayer d'obtenir également mon exclusion du PCR. En collaboration avec le Secrétaire de « l'organisation de base » (l'organisation de l'Institut que je dirigeais, ISCH), un certain Ion Diaconu, elle avait donc établi une liste de fautes qui m'étaient imputées (essentiellement, le fait que j'aurais donné préférence, dans la gestion des ressources humaines, à des personnes d'origine sociale « malsaine », et que je n'aurais pas assez collaboré avec le Parti). Je fus convoqué à une réunion avec le Bureau exécutif de l'organisation « de base » qui aurait dû se terminer par une proposition d'exclusion devant ensuite être confirmée par le plenum de l'organisation. Ceci aurait ruiné toute ma carrière professionnelle.

Heureusement, j'avais prévenu mon ministre, Gheorghe Hossu, qui m'appréciait beaucoup, et qui accepta de participer à la réunion à laquelle j'avais été convoqué. Hossu, ancien Vice-président du Conseil des ministres, membre du Comité central du Parti, était une personne influente. Lors de la réunion, je démentis une à une les accusations portées contre moi et je pus bénéficier du soutien de Hossu. Vers la fin de la réunion, Hossu fut appelé au téléphone par le *leader* du Parti et de l'État, Gheorghe Gheorghiu-Dej, qui voulait certains renseignements concernant la gestion des eaux. Cet appel eut comme l'effet d'un coup de matraque sur mes agresseurs. Ils se turent, et la « camarade Cârcei » remercia le ministre d'avoir bien voulu participer à la réunion et d'avoir aidé à éclaircir certains

points en suspens. Peu de temps après, Ion Diaconu demanda son transfert. Le calme revint à l'Institut, et la « camarade », que j'eus souvent l'occasion de rencontrer par la suite, adopta une attitude correcte à mon égard, donnant l'impression qu'elle avait oublié les griefs contre moi.

Je dois préciser que ce ne sera pas « l'affaire Dumitrescu » qui fera voler en éclats mes idéaux concernant le communisme. J'ai graduellement perdu ces idéaux dans les années 1960, surtout après l'arrivée de Ceaușescu au pouvoir et après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS et ses alliés. J'avais adhéré au Parti communiste en 1946, à l'âge de 18 ans, attiré par les promesses de plus de justice sociale, et d'un développement économique qui puisse assurer le bien-être de tous et d'une « vraie » démocratie. À l'exception d'un certain développement économique (qui aurait peut-être pu être été réalisé indépendamment de la nature du pouvoir), ces promesses n'ont pas été tenues. Je dois dire que moi-même, plutôt bien vu par la structure administrative communiste, je n'ai jamais cessé d'aider les gens et, dans la mesure de mes possibilités, de faire du bien autour de moi.

Mon code de conduite en tant que Directeur de l'Institut de recherches hydrauliques (ISCH) de Bucarest entre 1959 et 1969 fut, en premier lieu, de créer des relations humaines permettant aux chercheurs et aux autres membres du personnel de bénéficier de conditions optimales pour se consacrer à leur travail. Mes anciens collègues disent se souvenir d'une période propice dans leur carrière et dans les résultats obtenus par l'Institut. Pourtant, il y a eu des situations de tensions dues à des interventions extérieures. Ainsi, par exemple, en 1969, je reçus la visite d'un colonel de Securitate qui critiqua le fait qu'il y avait trop de Juifs dans l'Institut. En particulier, il me demanda de limoger un de mes adjoints, René-Jacques Bally. J'ai alors demandé l'aide de mon ministre, Gheorghe Hossu, qui m'autorisa à ignorer l'injonction faite par l'officier de la Securitate. En général, durant ces dix années, et même avant, j'ai tout fait pour aider ceux qui étaient stigmatisés par le régime (origine sociale ou ethnique, histoire personnelle ou familiale). Je jugeais les mérites de la personne et non pas son « dossier ».

Je sais que beaucoup de gens pensent que la doctrine communiste est à l'origine de tous les maux. Un grand historien¹³ roumain qui a étudié le communisme disait que « *Le communisme fut un grand*

¹³ Lucian BOIA en dialogue avec E. STANCU, *Istoriile mele (Mes histoires)*, Bucarest, 2012, p. 137.

espoir de l'humanité ou d'une partie de l'humanité et, en même temps, une croyance typique du XIXe siècle : celle que la science et la technologie peuvent tout résoudre. Le communisme est une idéologie du XIXe siècle. Nous sommes plus sceptiques, plus relativistes, mais le XIXe siècle croyait fermement dans une science capable d'expliquer et de résoudre tout, et le communisme est une version de l'idéologie scientifique». Il est certain que la théorie du communisme n'est pas adaptée aux réalités du monde contemporain, mais à mon avis, l'essentiel est ailleurs : aucun régime et aucun programme de gouvernement, aussi éclairé qu'il soit, ne peut réussir à longue échéance sans démocratie. Dans un beau chant révolutionnaire italien du début des années 1900 «*Bandiera rossa*» (le drapeau rouge), on trouve le refrain «*Bandiera rossa la trionferà / Evviva il comunismo e la libertà*¹⁴». Par la suite, le drapeau rouge a effectivement triomphé dans certains pays où les communistes ont pris le pouvoir, mais la liberté s'est perdue en route... C'est bien là, dans ce «défaut de démocratie», qu'il faut trouver l'explication de l'échec des divers régimes communistes.

Suis-je un «idéaliste»? Probablement, dans la mesure, où j'ai cru que les actions anti-démocratiques du régime communiste étaient passagères et que le système était capable de se réformer. Bien évidemment, je n'étais pas au courant de tous les crimes commis au nom du communisme, que j'ai découverts par la suite. Un de mes amis de jeunesse, Rică Weimberg, fut injustement emprisonné, mais il transmettait à son épouse le message suivant : «*Ce n'est pas le Parti qui est coupable ! Justice me sera faite !*» Pour ma part, avant et pendant «l'affaire Dumitrescu», je nourrissais l'idée que «certains» avaient pris des mesures injustes, mais réparables. J'écrivis de nombreux mémorandums à Ștefan Andrei et à Ceaușescu en personne. Je dois dire que, dans ce sens, j'accueillis avec un certain espoir les initiatives prises par Mikhaïl Gorbatchev à partir de 1986 dans le cadre de sa politique de «perestroïka». Cette politique eut un grand impact sur les régimes communistes d'Europe, mais se heurta à une résistance farouche dans son propre parti (le PCUS), et elle conduisit finalement à l'éclatement de l'URSS en 1991. Ayant définitivement rompu avec le communisme durant «l'affaire Dumitrescu», je ne renie pas certains choix personnels auxquels je reste fidèle. Je me considère encore maintenant comme un «homme

¹⁴ «Le drapeau rouge triomphera / Que vive le communisme et la liberté».

de gauche», bien que les concepts de «gauche» et de «droite» soient quelquefois plus difficiles à définir de nos jours. Mais, mon cœur bat toujours pour les personnes et les peuples opprimés.

Lecture de jeunesse

En 1944, j'avais lu le roman d'un auteur britannique, Eric Knight, dont le titre original était «*This above all*», et, dans sa version française, «*Fidèle à toi-même*». Les deux titres sont empruntés à une réplique de la scène de Hamlet de Shakespeare, où Polonius donne des conseils à son fils Laertes, qui s'apprête à partir en France. Il lui dit, entre autres: «*Prête l'oreille à tous, mais tes paroles au petit nombre. Prends l'opinion de chacun, mais réserve ton jugement. (...) Avant tout, sois fidèle à toi-même*¹⁵.»

L'action du roman se passe à Londres en 1940, durant les bombardements allemands, et il narre l'histoire d'amour entre un militaire britannique d'origine ouvrière et une jeune fille provenant d'une famille riche, enrôlée dans les services auxiliaires de l'armée. L'auteur y affiche un socialisme romantique. À un moment donné, les protagonistes confrontent leur vision sur l'Angleterre. L'héroïne parle des traditions britanniques concernant la liberté de pensée et le respect de la propriété, des terrains de cricket, des forêts tapissées de fougères, du vert des pelouses, du sens du «fair play», etc. Le jeune homme raconte son amertume d'être né dans la rue misérable d'une cité industrielle, dans une maison délabrée, d'avoir souffert de la faim et du froid, des maux de dents qu'il n'avait pas les moyens de faire soigner, de la recherche désespérée d'un emploi et du besoin d'accepter n'importe quel travail. Vers la fin du roman, il meurt et elle – qui est enceinte –, lui promet d'éduquer leur enfant suivant les idées de son père.

Le livre est un peu mélodramatique et son auteur est plutôt tombé aux oubliettes. Mais à seize ans, j'étais ouvert aux idées généreuses. Ce roman m'impressionna beaucoup, tant par l'idée que l'amour réussit à vaincre les barrières sociales, que par les opinions progressistes de l'auteur. J'en retins le titre français et me suis promis de rester pour toujours «fidèle à moi-même». Tout au long de ma vie, et en dépit des vicissitudes de l'existence, je me suis efforcé de respecter cette devise.

¹⁵ This above all, to thine own self be true. (Shakespeare, Hamlet, acte I, scène III).

Lutte contre les injustices

Je voudrais m'arrêter brièvement sur quelques conflits que j'eus dès ma prime jeunesse à cause de ma fidélité à certains principes: des conflits qui ont, en quelque sorte, préfiguré «l'affaire Dumitrescu».

J'étais au Lycée lorsque j'eus affaire pour la première fois à un cas d'injustice marquant. J'étais en sixième (ce qu'on appelle la «seconde» dans le système français), et tandis que le français était l'un de mes cours préférés j'eus un professeur qui représentait tout ce que je détestais le plus pendant mes études. Le professeur, un certain Cățu, ne laissait aucune initiative à ses élèves. Au lieu d'exposer les sujets de façon attractive, il écrivait au tableau un résumé de la leçon que nous devions copier dans nos cahiers. Comme tous mes camarades, je copiais bêtement ces textes, mais je ne me contentais nullement de ces dissertations stéréotypées. J'avais deux manuels d'histoire de littérature française publiés en France que je lisais avec intérêt.

L'histoire que je raconte se passait en 1945, au moment où un gouvernement dominé par les communistes venait d'être imposé par les Soviétiques. La plupart des professeurs qui enseignaient dans mon lycée¹⁶ étaient plutôt liés à l'ancien régime. Cățu, quant à lui, était membre du Parti social-démocrate de Roumanie (PSDR): un parti de la coalition au pouvoir. Peu de temps avant l'incident dont il est ici question, il avait tenu au lycée une conférence sur la «démocratisation de l'école».

Un jour, ce professeur de français appela six élèves au tableau. Il posait une question à chacun à tour de rôle et, si la réponse n'était pas satisfaisante, il reposait la même à l'élève suivant. J'étais le premier du groupe et il me demanda de lui parler de «l'influence de la religion sur l'œuvre de Racine». J'ai mentionné que l'écrivain avait été formé dans un collège de Beauvais et au monastère de Port Royal, deux hauts lieux du Jansénisme, ce courant religieux qui reconnaissait l'importance des passions dans le comportement humain. Or, les héros de Racine, contrairement à ceux de Corneille, étaient dominés par leurs passions. Je développais le sujet pendant une dizaine de minutes sans que le professeur ne m'interrompe, mais j'eus le sentiment net qu'il ne connaissait rien à ce sujet qui ne figurait pas dans les manuels roumains. Il me laissa finir et dit: «*C'est peut-être intéressant, mais la réponse ne correspond pas à la question que j'ai posée!*» Puis, il se tourna vers l'élève suivant et dit:

¹⁶ Le Collège national Saint-Sabas

« Je répète la question : quelles sont les pièces de Racine dont les sujets et les personnages sont tirés de la religion ? » Je connaissais bien Esther ou Athalie et suis donc intervenu : « Mais, Monsieur le Professeur, ceci est une toute autre question et je suis prêt à y répondre moi-même. » Câtu s'énerva et lança : « Tais-toi et regagne ta place. Je te donne un 3 ! » En retournant à ma place, j'ai dit à voix haute : « C'est donc ça qu'on appelle la démocratisation de l'école ! » Le professeur se mit à hurler : « Sors d'ici. Tu es suspendu de l'école pour une semaine ! »

J'ai quitté l'école et suis allé voir mon père à son bureau. Sur le champ, mon père alla voir le directeur du lycée et lui raconta les faits. Celui-ci décida d'annuler la punition. Afin d'éviter un autre possible conflit, le directeur du lycée exigea que le professeur de français me fasse passer une épreuve écrite. J'obtins 9 sur 10, ce qui me permit d'avoir une moyenne de 6, tout à fait suffisante pour ce que je voulais faire. Ce conflit se termina donc plutôt en ma faveur, mais je fus tellement écœuré que je décidai de suivre la dernière classe (la terminale, selon le système français) par correspondance.

Je voudrais citer un autre exemple qui se réfère à la période de mes études universitaires. En 1948, je fus nommé au Comité de la ville de Bucarest de l'Union nationale des étudiants de Roumanie (UNSR), qui chapotait toutes les organisations étudiantes de la capitale, en tant que secrétaire chargé des problèmes professionnels. Tout se passa très bien, jusqu'au moment où je pris une initiative. À l'époque, les étudiants étaient sollicités par l'UNSR pour participer à toutes sortes de réunions à caractère politique, comme – par exemple –, des meetings en faveur de la paix ou de « solidarité avec la classe ouvrière ». J'écrivis une note à l'intention du Comité exécutif de l'UNSR dans laquelle je proposais de réduire autant que possible ces activités, afin de permettre aux étudiants de se concentrer sur ce que je considérais comme étant notre principale tâche politique : créer des conditions favorables à la formation de nouveaux spécialistes dont dépendait le développement économique et social du pays. Une semaine plus tard, en arrivant à mon bureau de l'UNSR, j'appris que le Comité exécutif, présidé par un certain Mircea Malița (dont il sera question par la suite), avait décidé de me limoger de mon poste, sans aucune explication.

Pour protester contre cette mesure arbitraire, je me suis adressé aux organes dirigeants du Parti communiste. Par une heureuse coïncidence, une dizaine de jours plus tard, paraissait dans la presse un article du ministre de l'Éducation nationale, Gheorghe Vasilichi

(ancien membre du Parti communiste du temps où ce dernier était illégal). Des thèses identiques à celles que j'avais soutenues y étaient développées : les étudiants doivent se concentrer sur leurs études, le succès de la politique de l'État envers les étudiants se mesurera par la qualité des spécialistes que nous formerons. Une enquête fut ouverte sur la base de ma plainte et le résultat désavoua la façon dont avait agi le Comité exécutif de l'UNSR. Pourtant, pour ne pas envenimer l'atmosphère, et avec mon accord, il fut décidé que je ne reprenne pas mes activités à l'UNSR, mais que j'assume d'autres responsabilités dans le cadre du Parti.

Le conflit le plus grave se produisit en 1955, tandis que j'occupais la fonction de Directeur général de la direction de météorologie, d'hydrologie et de gestion des eaux (DGH), placée sous la tutelle du ministère des Transports. Le Ministre des Transports, Gheorghe Safer, ainsi que les autres hauts-fonctionnaires du ministère ne s'intéressaient guère aux activités de la DGH, sinon pour détourner les fonds qui leur avaient été alloués initialement en faveur d'autres départements ministériels. Dans ces conditions, je décidais d'agir pour essayer de changer la situation. Je préparais donc un mémorandum explicatif accompagnant un projet de décret selon lequel la DGH deviendrait une institution centrale, attachée directement au Conseil des ministres, en renforçant le caractère intersectoriel de ses activités et en permettant ainsi de mieux tenir compte des intérêts des différentes branches de l'économie nationale. J'obtins une audience auprès du Vice-premier ministre, Emil Bodnăraş¹⁷, qui m'écouta et lut mon mémorandum. Il se déclara d'accord avec mes propositions et me dit qu'il allait soumettre le projet au Conseil des ministres. Il me demanda si j'avais déjà discuté du sujet avec mon ministre, Gheorghe Safer. Or je ne l'avais pas fait, car je savais déjà s'il ne serait pas d'accord avec moi et je craignais qu'il fasse tout pour m'empêcher d'aller plus loin.

¹⁷ Emil Bodnăraş était une figure historique du Parti communiste roumain qui avait assumé un rôle primordial dans la direction du Parti pendant la période où il était considéré comme illégal. Plusieurs auteurs ont affirmé que Bodnăraş était un agent soviétique (par exemple Ştefan Andrei, Stăpânul secretelor lui Ceauşescu. I se spunea Machiavelli, Bucarest, 2011, p. 34, passim). Personnellement, je n'ai pas d'éléments qui confirmeraient ou infirmeraient ces allégations. Tout ce que je peux dire c'est que, pendant les rencontres que j'ai eues avec lui, il s'est comporté comme un homme d'État d'une grande clairvoyance. Dans ma carrière j'ai eu à faire à quatre Vice-Premiers ministres de Roumanie, dont Bodnăraş fut de loin le meilleur.

Bodnăraș me dit qu'il était obligé d'en parler au ministre, mais que sa propre décision était déjà prise.

Deux jours plus tard, je fus appelé chez le ministre. Safer me dit sans ombrage: «*L'un de nous deux doit partir!*» Je lui répondis que je n'avais pas l'intention de partir. «*On verra bien!*» conclut-il. De retour dans mon bureau, je téléphonais à Bodnăraș pour lui raconter ce qui s'était passé. Il me recommanda de garder mon calme, en évitant toute dispute inutile, et promit de s'en occuper personnellement. Une semaine plus tard, je fus appelé à la Direction du personnel du ministère des Transports où je reçus une notification selon laquelle j'étais limogé du poste de Directeur général et transféré dans l'Administration centrale du ministère, sur un poste correspondant à un niveau de débutant. J'appelai immédiatement le cabinet du Vice-premier ministre, mais cette fois-ci, la secrétaire refusa de me le passer. J'appris plus tard que Bodnăraș avait saisi le Premier ministre, Chivu Stoica, mais que celui-ci avait pris fait et cause pour Safer, tout en refusant d'approuver mon projet de réorganisation. Il semblerait que l'épouse de ce dernier fût de la famille du Premier ministre. De plus, j'appris que, au ministère des Transports, on avait manipulé mon dossier de manière à faire figurer des informations selon lesquelles mon père aurait été membre de *La garde de fer*¹⁸, le parti fasciste de Roumanie, ce qui était un mensonge grossier, bien entendu, car mon père était justement connu pour ses convictions antifascistes.

Je ne connaissais pas encore ces détails, mais je décidai de ne pas me présenter à mon nouveau poste et suis allé au Comité central du Parti pour obtenir une audience auprès d'un responsable de la section traitant des transports. Je fus reçu par quelqu'un qui me fixa un rendez-vous pour le lendemain avec le chef de la section, Radu Cernea, une personne d'une grande intelligence et honnêteté. Il comprit immédiatement les dessous de l'affaire, mais il dut travailler pendant plusieurs semaines pour «nettoyer» mon dossier et dénoncer les méthodes utilisées par le ministre Safer (dans son rapport, Cernea qualifia même ces méthodes de «légionnaires»).

En attendant les suites de cette affaire, le lendemain de mon entretien avec Cernea, je fus convoqué à nouveau par le Directeur du personnel du ministère des Transports qui me remit une nouvelle disposition (annulant la précédente), selon laquelle j'étais nommé «Conseiller technique» auprès du Ministre, ce qui correspondait à

¹⁸ Ce parti était issu du mouvement d'extrême droite «La légion de l'Archange Michel», ce qui fait qu'on appelle ses partisans les «légionnaires».

un poste de directeur. Je dus attendre quelques heures pour qu'un bureau se libère, et pour qu'on y installe un tapis et des meubles...

Deux mois plus tard, je fus invité à une réunion avec le Vice-premier ministre, Emil Bodnăraș, qui annonça qu'un Comité d'État des eaux (CSA) serait créé et attaché au Conseil des ministres, reprenant dans un cadre plus large les attributions de l'ancienne DGH. Bodnăraș ne le disait pas explicitement, mais il faisait allusion à mon rôle dans l'adoption de la nouvelle structure. Ion Bernacki, un ancien entrepreneur qui, ayant des idées plutôt de gauche, avait financé des activités du Parti communiste durant sa période d'illégalité, fut nommé Président du CSA. Quant à moi, je fus nommé Directeur général adjoint, ayant comme Directeur général Ion Motronea. Ce dernier était un ancien ouvrier, un apparatchik qui avait été nommé à ce haut poste pour des raisons politiques¹⁹. Il ne connaissait rien au domaine dans lequel nous devions travailler.

Grâce à mon entêtement et à l'esprit de justice de gens comme Bodnăraș et Cernea, je suis donc sorti victorieux de ce conflit, ce qui me renforça dans ma détermination à lutter contre les injustices.

Pour finir le récit de cet épisode, je dois mentionner un coup de théâtre. En 1957, le ministre des Transports, Gheorghe Safer, fut démis de ses fonctions parce qu'il avait caché avoir appartenu au mouvement fasciste, ce dont il voulait faire accuser mon père. J'ai connu dans ma vie d'autres retournements identiques de situation dont il sera question plus loin.

Le dernier épisode que je vais raconter eut lieu quelques mois avant ma prise de fonction à l'UNESCO. Les années 1968 et 1969 furent une période de grande sécheresse en Roumanie et le gouvernement avait décidé de renforcer les programmes d'irrigation. Dans ce contexte, un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture eut l'idée de subordonner le CSA à ce ministère. L'idée plut à Ceaușescu qui demanda qu'on prépare un texte de loi en ce sens. Personnellement, je n'en savais rien, mais un soir, vers 22 heures, je reçus un appel me demandant de venir immédiatement au siège du Comité. Le Président du CSA, Gheorghe Hossu, était gravement malade d'un cancer et il venait de prendre sa retraite. L'intérim était assuré par un Vice-président, René Ernest. C'est lui qui nous reçut

¹⁹ De nombreux «fils du peuple» comme lui, qui avaient ce que l'on appelait à l'époque «un bon dossier», avaient été nommés à des postes de responsabilités. Certains ont su se former et faire face aux tâches respectives, d'autres moins.

(tous les directeurs des unités subordonnées au Comité avaient été convoqués). Il nous informa que le gouvernement avait décidé de dissoudre le CSA et de transférer ses attributions et son personnel au Département des irrigations du ministère de l'Agriculture.

Selon les directives qu'il avait reçues, Ernest nous demanda de préparer pour le lendemain matin différents documents portant sur les ressources budgétaires et humaines. Il fallait donc convoquer d'urgence nos collaborateurs concernés pour élaborer les documents requis. Avant de partir vers l'institut que je dirigeais pour essayer de faire face à la requête, je demandais à Ernest: «*Mais, vous n'avez pas protesté?*» Il me répondit: «*Si on m'avait demandé de baisser mon pantalon, je l'aurais fait!*» – «*Pas moi!*», lui ai-je rétorqué. Avec les collègues que j'ai pu rassembler, nous avons travaillé toute la nuit pour préparer les documents demandés.

Au matin, je décidai de réagir. Je convoquai une réunion du Conseil scientifique de l'Institut, où je présentais la situation en demandant une opinion sur la décision du gouvernement. Ainsi, une résolution fut adoptée à l'unanimité, par laquelle le Conseil considérait que l'application de cette mesure constituait une régression par rapport à la création du CSA en 1956, car la gestion des ressources en eau était un problème d'intérêt général national qui ne pouvait être traité que sur une base multisectorielle. On demandait donc au gouvernement de reconsidérer sa décision. Signée par une quinzaine de personnes, la résolution du Conseil scientifique fut envoyée à diverses instances: gouvernement, organes du Parti, Assemblée nationale (où le projet de loi devait être prochainement discuté), etc. La démarche eut l'effet escompté, car il s'agissait d'un document émanant d'un collectif composé de scientifiques, professeurs, etc. Je fus convoqué devant une commission de l'Assemblée nationale où j'eus droit à des arguments stupides comme, par exemple, «*l'eau ne peut être séparée de la terre*». Je fus aussi convoqué chez un Vice-premier ministre, Iosif Banc, qui avait été promu à ce poste de haute responsabilité sans posséder les compétences requises. À la fin de notre conversation, il me dit: «*Comme vous le savez, le gouvernement a donné son accord pour que vous occupiez un poste à Paris. Si vous continuez à vous mêler des choses qui ne vous regardent pas, nous pourrions retirer notre accord.*» Je répondis sèchement qu'il s'agissait de deux questions totalement différentes.

J'eus surtout l'occasion de participer à un débat organisé par le Premier ministre, Ion Gheorghe Maurer, qui m'avait demandé de lui envoyer de la documentation sur le sujet. Même si j'étais plutôt seul contre tous, mes arguments semblèrent le convaincre. À la fin de la réunion, Maurer dit qu'il s'était forgé sa propre opinion, mais qu'il devait en référer d'abord à Ceaușescu. J'appris par la suite que ce dernier avait décidé de maintenir sa position initiale et Maurer dut s'y conformer.

J'avais perdu ce combat, ayant toutefois la conscience tranquille : j'avais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour empêcher une action nuisible. Et pourtant... Pourtant le sort fit que je puisse prendre « ma revanche » assez rapidement. Peu de temps après la réunion avec le Premier ministre à laquelle j'avais participé, Ceaușescu organisa un débat sur le thème « Priorités pour la recherche dans les deux années à venir », où participaient des directeurs des principaux instituts de recherche, dont celui que je dirigeais. Je pris la parole pour expliquer ce que nous faisons et ce que nous avons l'intention de faire. J'en profitais pour parler de l'importance de la gestion rationnelle des ressources en eau pour l'ensemble des secteurs économiques et sociaux et pour souligner le fait que, au plan national, cette gestion ne saurait être biaisée par des intérêts immédiats de telle ou autre branche. *« Ainsi – dis-je –, il ne serait pas juste de décider des formes de coordination des politiques en matière d'eau en fonction des événements météorologiques ou hydrologiques. Ces dernières années nous avons souffert de sécheresse; mais il se peut très bien que l'année prochaine nous subissions des inondations. »* J'avais pris le risque de fâcher Ceaușescu, mais il ne fit pas référence à mon intervention. Le hasard fit que, au printemps 1970 (tandis que j'étais déjà à l'UNESCO), il y eut en Roumanie des inondations catastrophiques provoquant de gros dégâts et la perte de vies humaines. Je ne sais si Ceaușescu s'est souvenu de ce que j'avais dit, mais en tout cas, il décida de recréer le CSA, avec les mêmes fonctions, mais sous le nom de Conseil national des eaux (CNA). Inutile de dire que je fus très satisfait!

Les faits que j'ai mentionnés ci-dessus eurent leur importance pour forger ma personnalité et pour mieux me préparer aux épreuves qui m'attendaient et qui constituent le principal objet de ce livre.

Le colonel Gheorghe Vasile, qui fut mon principal interlocuteur dans mes relations avec la Securitate et qui avait étudié soigneusement mon dossier, me demanda lors de notre premier entretien de lui raconter en détail les conflits que j'avais eus dans

ma carrière professionnelle en Roumanie. « *Mais ce sont des choses anciennes, lui dis-je, quel intérêt peuvent-elles avoir pour vous maintenant?* » « *C'est pour mieux vous connaître* », m'expliqua le colonel. La réalité est que Vasile fut le seul parmi mes adversaires à vouloir comprendre mes motivations et mes principes de conduite.

Durant les épreuves que je décris dans ce livre, les agents de la Securitate m'ont dit plusieurs fois : « *Vous êtes trop orgueilleux* ». Chaque fois, je leur répondais à peu près ceci : « *Tout dépend du sens que l'on donne au mot orgueil. Si vous croyez que je suis vaniteux (impliquant donc un mépris pour les autres) vous vous trompez, car j'ai toujours détesté ce genre de comportements. Mais si vous entendez par là que je ne crains pas les menaces et que je demande que ma dignité soit respectée, alors oui, je suis orgueilleux!* »

Jacques Rigaud, un homme qui a beaucoup compté pour moi, écrivait dans un de ses livres : « *Il n'est pas de vraie liberté sans fierté. Non pas une fierté de vanité, mais une fierté d'homme debout, qui refuse de ployer l'échine ou de se livrer à ces 'inclinations serpentées' que moque Montaigne, comme Saint-Simon le fera des 'révérences perpendiculaires' des courtisans du Grand Siècle²⁰.* »

²⁰ Jacques RIGAUD, *Vivre à propos*, Paris, 2005, p. 211.